

Élection au Conseil d'État

La Chambre de commerce soutient Maudet: outrés, des élus claquent la porte

L'appui de la CCIG au candidat suscite quantité de réactions et des démissions.

Laurence Bézaguet et Fedele Mendicino

L'ancien président du PLR Alain-Dominique Mauris a beau préconiser la réconciliation avec Pierre Maudet et l'arrêt des guerres d'ego, la bérézina se poursuit au sein de la droite genevoise. La toute fraîche décision de la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)** de soutenir ce même Pierre Maudet a ainsi suscité ce week-end une avalanche de commentaires sur notre site internet. Et sur les réseaux sociaux.

«Perte de crédibilité»

C'est le député PLR Serge Hiltbold qui a lancé la fronde en annonçant sa démission de la CCIG, qui «décrédibilise le monde de l'entreprise et du partenariat institutionnel qu'elle représente auprès des autorités fédérales, cantonales et communales». **La Chambre** a «perdu toute sa crédibilité. Une honte!» estime, pour sa part, Sébastien Desfayes, député PDC. «La honte absolue. Un pas de plus pour décrédibiliser Genève au plan fédéral», appuie le conseiller national PLR Christian Lüscher, l'ennemi numéro un de Pierre Maudet. Autre élu à Berne, le PDC Vincent Maître déclare que **la CCIG** n'est pas près «de m'y revoir». Alexis Barbey aussi: le dé-



Pierre Maudet a reçu le soutien de la CCIG, qui appelle à «un vote utile pour porter efficacement la voix de l'économie» dans un second tour où le Parti libéral-radical n'est pas représenté. Mais cette décision fait des remous. MAGALI GIRARDIN

«Quelqu'un qui a recouru au mensonge ne peut pas représenter l'économie.»

Alexis Barbey
Député PLR

puté PLR démissionne avec effet immédiat: «Les valeurs de **la Chambre** ne sont clairement plus compatibles avec les miennes.»

Riposte de la CCIG

«La recommandation de vote utile émise par le comité de la **CCIG** traduit l'approche entrepreneuriale de la **Chambre**, laquelle n'est pas l'antichambre des partis politiques (et de leurs luttes partisans), mais une institution qui se bat depuis cent cinquante-cinq ans pour une économie forte que

seule une majorité de droite au Conseil d'État peut incarner», vient de riposter ce dimanche **Laurence de la Serna**, présidente de la **CCIG**.

«Si je conçois que la charge émotionnelle du débat est vive, il ne doit pas nous faire oublier l'essentiel: en cette période de crise pandémique, Genève a besoin de fédérer toutes les énergies autour de son économie et des entreprises créatrices de valeur, poursuit-elle. Nombreux sont les entrepreneurs (non poli-

tisés) qui applaudissent la recommandation pragmatique de la **CCIG**.»

Pour rappel: la CCIG a recommandé vendredi «un vote utile pour porter efficacement la voix de l'économie» au sein du gouvernement. Après consultation de son conseil économique (25 chefs d'entreprise), le comité de la **CCIG** réitère sa volonté de conserver une majorité de droite au Conseil d'État, «seule à même de préserver les intérêts des entreprises dans une situation

conjoncturelle préoccupante». À ce titre, il relève que Pierre Maudet est le candidat de droite qui a recueilli le plus grand nombre de voix lors du premier tour, et considère qu'il est donc le mieux placé pour défendre les intérêts des entreprises membres de la **CCIG**.

«Une balle dans le pied»

Contacté ce dimanche, Alexis Barbey ne se remet pas de cette immense déception: «Le fait que la **CCIG** soutienne quelqu'un qui a menti, qui s'est obstiné à ne pas démissionner et qui ne se remet pas en question est incompréhensible. Pierre Maudet n'a jamais épargné personne, je ne me sens donc pas tenu par un devoir de modération. Quelqu'un qui a recouru au mensonge ne peut pas représenter l'économie. Je regrette donc la décision de la **CCIG** et je voterai pour Madame Bachmann. Une candidate de droite modérée, dynamique, et en plus, c'est une femme.»

Même son de cloche auprès de Serge Hiltbold, qui se dit effaré: «On sent dans la population une certaine défiance pour le monde de l'entreprise. Ce qui me navre, c'est que le soutien de la **CCIG** à Pierre Maudet contribuera à augmenter ce phénomène. Pourtant, la Fédération des entreprises romandes et la Fédération genevoise des métiers du bâtiment avaient, eux, laissé la liberté de vote. Le choix de la **CCIG** est contre-productif en termes de valeurs. On se tire une balle dans le pied. D'autant plus que les autres candidats peuvent s'appuyer sur un groupe parlementaire et aucun d'entre eux n'est opposé au monde de l'entreprise.»